

Rwanda : Paul Kagame revient sur l'assassinat de Seth Sendashonga dans un contexte de tension avec l'Ouganda

Romain Gras

15 mars 2019

Le président rwandais est revenu sur l'assassinat en 1998 de l'ancien ministre Seth Sendashonga, assurant que celui-ci avait « franchi la ligne » en sollicitant le soutien de généraux ougandais pour déstabiliser le Rwanda. Une déclaration qui intervient dans un contexte tendu entre Kigali et Kampala.

Pour la traditionnelle retraite annuelle des membres du gouvernement, qui se tenait du 9 au 12 mars à Gabiro, dans le nord du Rwanda, Paul Kagame est revenu à mots couverts, lors de son discours d'ouverture, sur les tensions actuelles entre son pays et l'Ouganda. Ce faisant, le président rwandais s'est livré à une digression, en abordant l'assassinat au Kenya, en 1998, de l'ancien ministre Seth Sendashonga dans des termes qui alimentent depuis la controverse.

Citant un ouvrage de l'historien français Gérard Prunier qui relate une rencontre, début 1998, entre Seth Sendashonga – dont il était proche – et des officiels ougandais dans le but de renverser le gouvernement de Kigali, le président rwandais a estimé qu'il y avait « des éléments de vérité dans ce

qu'écrit Prunier ». « Nous étions déjà au courant que ces choses se déroulaient [en Ouganda]. Quant à savoir si Seth Sendashonga est mort parce qu'il a franchi la ligne, je n'ai pas grand-chose à dire là-dessus, mais je ne vais pas m'excuser à ce propos », a-t-il déclaré.

De ministre à opposant

Membre du Front patriotique rwandais, Seth Sendashonga a exercé la fonction de ministre de l'Intérieur au lendemain du génocide, jusqu'en août 1995, avant de s'exiler au Kenya. Avec l'ancien Premier ministre Faustin Twagiramungu, il fonde ensuite les Forces de résistance pour la démocratie (FRD).

Le 16 mai 1998, il est assassiné à Nairobi, après avoir échappé à une première tentative en février 1996. Ses proches accusent alors Kigali, et en particulier Paul Kagame, qui est à l'époque vice-président et ministre de la Défense, d'avoir commandité le meurtre. Paul Kagame n'a, quant à lui, jamais reconnu avoir eu une quelconque responsabilité dans la mort de

l'ancien ministre.

Au cœur de la polémique qui vient de rebondir à l'improviste, les initiatives de Sendashonga pour constituer un groupe armé. Début 1998, comme le raconte Gérard Prunier dans l'un de ses ouvrages – *Africa's World War : Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe* (Oxford University Press) –, Seth Sendashonga avait en effet déjà rassemblé plusieurs centaines d'hommes. Il sollicite alors l'assistance du chercheur français pour nouer des contacts au sein de l'establishment ougandais. Gérard Prunier, qui confirme avoir mis en relation Seth Sendashonga avec l'entourage de Salim Saleh, le puissant frère de Yoweri Museveni, assure n'avoir « jamais participé lui-même à de telles rencontres ».

Tensions Kigali-Kampala

« La raison pour laquelle je souligne cela, c'est pour montrer le cycle des événements qui se sont produits au cours des vingt dernières années (...), et qui se répètent », a expliqué Paul Kagame pour conclure son propos sur Sendashonga, effectuant ainsi un parallèle à peine voilé avec les tensions en

cours entre le Rwanda et l'Ouganda.

Kigali accuse régulièrement certains officiels ougandais d'entretenir des liens – et de fournir un soutien – à des groupes rebelles rwandais, dont le Rwanda National Congress (RNC) de l'ancien général Kayumba Nyamwasa. Mi-décembre, deux cadres des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) avaient été arrêtés par les services congolais, qui ont par la suite assuré que les deux hommes rentraient de Kampala, où ils avaient rencontré des officiels ougandais.

Diversions

Depuis fin février, le climat s'est détérioré, notamment suite à la controverse engendrée par la fermeture d'un poste-frontière. Le 13 mars, le ministre ougandais des Affaires étrangères a accusé le Rwanda de chercher à imposer un embargo commercial. Une déclaration qualifiée de « diversion », le lendemain, par le ministre rwandais des Affaires étrangères, qui reproche à ses homologues de ne pas traiter les « questions fondamentales soulevées par le Rwanda », notamment celles relatives aux mouvements rebelles.